



Police Municipale - Hyères (83400)

Rapport n°PV202500698

du 20/08/2025 à 16:25

Objet :

Rapport de Constatation

Pièces jointes :

20250820_153943[1].jpg

République Française

Rapport de Constatation

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt du mois d'août,

Nous soussignés, Brigadier Chef Principal Jérôme MONTANO,
Assisté de Brigadier Chef Principal Fabrice DEZEUZES,

Agents de Police Judiciaire Adjoints, agréés et assermentés, en résidence à la Mairie de Hyères. En fonction à la Police Municipale de Hyères. Agissant en tenue d'uniforme munis des insignes apparents de nos qualités, en service, et en exécution des ordres reçus de notre hiérarchie.

Vu les articles 21-1, 21-2, 21 2° et 537 du Code de Procédure Pénale,
Vu l'article L511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

Rapportons les faits suivants :

Le vingt août deux mille vingt-cinq, à seize heures seize minutes, le Chef de Service FOUQUE Dominique, adjoint au Chef du Service nous demande de nous rendre sur les différentes mairie annexes afin d'y constater l'affichage d'enquête publique concernant le règlement local de publicité intercommunal.

Nous nous transportons à la mairie annexe de la fraction de Giens

Disons que sur cet emplacement nous avons constaté qu'était affiché et en parfait état, l'avis d'enquête publique concernant le règlement local de publicité intercommunal.

Rapport établi pour servir et valoir ce que de droit.

Fait et clos le 20 août 2025 à 19:24 à Hyères

Le rédacteur :

- MONTANO Jérôme (8306992 -
Brigadier Chef Principal)

Les accompagnants :

- DEZEUZES Fabrice (83069149 - Brigadier Chef Principal)

Lieu :

- Place du Belvédère 83400 Hyères mairie annexe

VISA DU CHEF DE SERVICE

Adjoint au Chef de Service
Dominique FOUQUE

TRANSMISSIONS

Vu et transmis le 20 août 2025 par Brigadier Chef Principal MONTANO Jérôme à :

- 01 exemplaire : Monsieur le Maire de Hyères
- 01 exemplaire : Archives

Métropole X Toulon Provence Méditerranée
AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE
relative au Règlement Local de Publicité intercommunal

Monsieur le Président de la Métropole Jouen Provence-Méditerranée a organisé, par amitié, n°AP25131 en date du 16 juillet 2023, une enquête publique portant sur l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal. Cette procédure a pour objet de réglementer les publicités, les enseignes et les installations dans et sur la protection du cadre de vie et des paysages.

Le rapport de présentation, le règlement doit, le zonage et les annexes ainsi que les avis émis par les personnes publiques associées sont joints au dossier d'enquête.

Les plaques du dossier ainsi que le registre d'inscription à l'habitat, non modifiés, cotés et paraphés par le Commissaire Enquêteur, seront mis à disposition du public aux fins de consultation, d'observations, propositions et contre-propositions pendant la durée de l'enquête, du 20 août 2023 au 22 septembre 2023 inclus (soit 33 jours consécutifs), à l'Hôtel de la Métropole, Toulon-Provence-Méditerranée, siège de l'habitat public, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon CEDEX 5, ou lors au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être adressées au Commissaire-Enquêteur Monsieur Christian MINE désigné par le Tribunal Administratif de Toulouse.

- par journal, jusqu'au 22 septembre 2025 (encherir on la poste faisant face à l'Hôtel de la Métropole Toulouse - Préfecture Midi-Pyrénées - 107 Boulevard Henri Faidon - CS 50536 - 31041 Toulouse CEDEX -
- par voie électronique jusqu'au 22 septembre 2025, 17h00, à l'adresse suivante : mrp.midi@metropole-tp.fr en précisant en objet : Règlement Local de Publicité métropolitaine.

Elles seront tenues à la disposition du public au siège
Comité national pour les meilleurs états

Les informations relatives à l'enquête publique sont également disponibles sur le site internet de la Métropole dédié au RUP (www.nantesmetropole.fr).

Un promoteur dédié à la construction d'un avenir démocratique sera mis à la disposition du public au siège de l'enquête publique aux heures d'ouverture prévues.

Toute information concernant le dossier d'enquête
sécurité pourra être sollicitée auprès de Madame
Annelise MEYER, Directrice de la Planification
territoriale Projets Urbains et Environnement
tel. 0494933829.

Le Commissariat-Enquêteur reçoit personnellement les observations du public les jours suivants à l'Hôtel de la Métropole (Atrium Première Méditerranée, Siège de l'Enquête publique, 103 boulevard Henri Fabbri, CS 30636, 82041 Toulon CEDEX 0).

- Le mercredi 20 août 2025 de 11h00 à 12h00
- Le jeudi 21 août 2025 de 11h00 à 12h00
- Le mercredi 3 septembre 2025 de 9h00 à 12h00
- Le vendredi 12 septembre 2025 de 14h00 à 17h00
- Le lundi 22 septembre 2025 de 14h00 à 17h00

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à disposition du Contrôleur régional qui sera chargé de le clôturer.

Dès réception de rapports et des documents annexes le Commissaire Enquêteur renverra, dans la huitaine, le responsable du projet, et lui communiquera un procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le Commissaire-Enquêteur dispose d'un délai de trente jours à compter de la date où s'ouvre l'enquête pour établir et transmettre au Président de l'Assemblée, son rapport et ses conclusions motivées ainsi que les annexes du dossier de l'enquête déposés au Bâtonnier du Gabinet enfile A. 452 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 93000 Rueil-Malmaison. Service Planification Urbaine accompagnera et assistera l'Enquêteur.

Le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur seront mises à disposition du public à l'édifice le Gouffre, 421 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 93000 Toulon. Service Planification Urbaine. 2^{ème} étage, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, et seront disponibles au service de la Métropole TPM.

Le Conseil Métropolitain se prononce en délibération sur l'approbation du Règlement Local de Publicité «de caractère éventuellement modifié pour tenir compte des avis et conclusions des commissions d'enquête des observations du public et du rapport de Contrôles-Enquêtes».